

AREVA le Creusot, le cauchemar

SAISON 1

PAR L'ATELIER ÉNERGIE DE FRAPNA DRÔME NATURE ENVIRONNEMENT

Le scandale des pièces « barrées »

Il est des événements que l'on ne pourrait même pas imaginer dans un roman, mais la réalité dépasse parfois la fiction ! Nous parlons de la scandaleuse mystification sur de nombreuses années concernant par l'usine Creusot Forges.

Tout a débuté en 2015, lors du constat d'une anomalie sur la cuve centrale du futur EPR de Flamanville. Des études complémentaires réalisées par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) révèlent une concentration excessive de carbone dans l'acier de la cuve.

Dans un premier temps, on parle d'erreur, de malfaçon accidentelle, qui pourraient simplement entraîner un retard dans le processus de construction...

AREVA se voit contrainte de vérifier si d'autres pièces issues des mêmes usines ne présenteraient pas également des anomalies. Un audit est lancé dans l'usine du Creusot. La vérification porte sur les évaluations des propriétés chimiques et mécaniques des pièces. À l'analyse, nombre de dossiers archivés comportent des barres, en marge... Chose étrange, tous les dossiers comportant cette anomalie, présentent des chiffres différents des documents fournis aux clients pour validation des normes techniques des pièces. Les procès-verbaux de certaines pièces ont été purement et simplement modifiés et cela sur plus de 400 dossiers. Les clients n'ont donc pas été informés d'anomalies sur des pièces stratégiques pour la bonne sécurité de fonctionnement des centrales nucléaires !

Ainsi débute le scandale des pièces dites « barrées ». AREVA reconnaît « *des incohérences dans certains dossiers de fabrication et n'exclut pas des falsifications sur le site du Creusot* » : des mots choisis pour dire, en douceur, que les structures de 12 réacteurs nucléaires sont fragilisées par des composants défectueux !

Réacteurs nucléaires inutiles ?

Devant cette situation alarmante, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) demande l'arrêt immédiat des réacteurs concernés. L'ASN suspend ainsi l'autorisation de fonctionnement du générateur de vapeur qu'elle avait accordée à Fessenheim 2, Flamanville 3, Gravelines 5.

Le Président de l'ASN, Pierre-Franck Chevet constate amèrement :

« *Ni les contrôles internes AREVA sur le Creusot, EDF sur AREVA, ni les nôtres, n'ont vu ce qui s'apparente à des falsifications. Je ne suis pas sûr que nos systèmes soient capables, si on ne les change pas, de ne pas voir encore ce genre de dérives et de pratiques.* »

Voilà qui est rassurant ! Les investigations sont poussées plus loin car d'autres anomalies sont mises en lumière : ce ne sont plus 400 dossiers, mais 10 000 qui nécessitent une vérification. Plus de 2,4 millions de pages doivent être étudiées, soit une à deux années de travail. L'ASN a signalé les faits au procureur de la République fin octobre 2016. Ce dernier doit décider des suites de l'affaire.

Les pressions sont fortes sur les contrôleurs. Les médias alertent sur le risque de pénurie d'électricité que pourrait provoquer l'arrêt d'un certain nombre de réacteurs, oubliant souvent d'en donner la raison ! À noter, que cet arrêt provisoire n'a, pour l'heure, pas créé de rupture de courant en France. Cela voudrait-il dire qu'un peu de sobriété éviterait l'utilisation d'un nombre conséquent de réacteurs nucléaires ?

L'économie prime sur la sécurité

EDF comme AREVA, sont dans des situations économiques et financières plutôt difficiles. Ces sociétés préféreraient redémarrer rapidement tous leurs équipements, minimisant le risque industriel. Pour Creusot Forges, l'impact de l'affaire sur le carnet de commandes, en particulier à l'étranger, a nécessité le départ de 71 salariés.

Cette dérive a commencé en 1965 et a perduré, avant que le scandale n'éclate.

Les conséquences ne sont pas encore totalement évaluées, mais l'État semble pourtant toujours prêt à entériner des prolongements des réacteurs au-delà de 40 ans. L'ASN doit donner son avis sur les réacteurs de 900 mégawatts à la fin des années 2018-2019. Le premier dossier concerne le réacteur numéro 1 de la centrale du Tricastin...

Oui, nous ne sommes pas dans un roman de fiction, mais bien dans une réalité où l'économie prime sur la sécurité.

Démantèlement, **le cauchemar**

SAISON 2

PAR L'ATELIER ÉNERGIE DE FRAPNA DRÔME NATURE ENVIRONNEMENT

À Pierrelatte, durant tout le mois de janvier, s'est déroulée une enquête publique sur l'arrêt et le démantèlement de l'ancienne usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse 1. Pour donner un avis, il fallait prendre connaissance d'un dossier de 2300 pages. L'équipement concerné est inséré dans une zone de plusieurs dizaines d'hectares, qui intègre de nombreuses usines nucléaires et chimiques en activité. Ce chantier à hauts risques pourrait coûter plusieurs milliards d'euros et durer environ 31 ans... Mais ni la nature et la quantité de matériaux à enlever, ni la durée, ni le coût de l'opération ne peuvent être évalués précisément. Qui va payer? Il semble possible à une entreprise de mener un grand chantier

sur quelques années en garantissant la disponibilité des compétences nécessaires à sa réalisation. Mais sur 31 ans? Les opérateurs nombreux concernés par ce chantier sont fragiles financièrement: quelles sont les garanties pour qu'ils restent opérationnels sur une telle durée, avec le niveau technique exigé? Cette enquête précipitée et très confidentielle dans son organisation, aurait dû pourtant concerner toute la population européenne compte tenu des risques et enjeux.

Frapna Drôme Nature Environnement exige un débat international à la hauteur du problème... Pour aller plus loin, lire la contribution de notre association à l'enquête publique: <http://www.frapna-drome.org/>

PARTICIPEZ À L'ACTION DE L'ASSOCIATION POUR L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE

La lecture de cette revue vous donne-t-elle envie d'agir? Frapna Drôme Nature Environnement participe aux CLI (Commissions locales d'informations) concernant les équipements nucléaires du département. L'atelier énergie est ouvert à tous les adhérents et élabore la position de nos représentants, étudie les dossiers et travaille à promouvoir la transition énergétique. Chaque année, des actions sont mises en place pour que toute la population nous rejoigne pour demander l'arrêt immédiat du nucléaire.

Les **1 et 2 juillet 2017**, l'association propose une traversée de la Drôme à vélo par les voies vertes et d'une installation nucléaire à l'autre: **la drômoise du nucléaire, édition 2017**.

Signalez-vous pour participer à ces travaux et actions: frapna-drome@frapna.org



Arrêtons la centrale nucléaire du **Tricastin**



Arrêtons la centrale nucléaire du **Tricastin**



Arrêtons la centrale nucléaire du **Tricastin**



Arrêtons la centrale nucléaire du **Tricastin**